Le grand dialogue national convoqué par le chef de l'Etat s'est ouvert ce lundi 23 sepembre au Palais des Congrès de Yaoundé, avec pour objectif la résolution du conflit meurtrier des régions du Sud-ouest et Nord-Ouest.

Autorités politiques, religieuses, opérateurs économiques, intellectuels, leaders d'opinions, tous ont manifesté le désir de voir la paix revenir dans cette partie du pays.

Mais, l'une des choses ayant le plus cristallisé les attentions reste le discours prononcé par le Sultan Mbombo Njoya, roi de Bamoun « ***Nous devons savoir que tout parti politique vise la conquête du pouvoir, et si la Loi ne lui donne pas la possibilité d'aspirer à cette ambition, son existence n'a pas sa raison d'être. C'est pour cela que nous avions adopté la limitation des mandats présidentiels*** », a-t-il dit. Suffisant pour provoquer le courroux de certains pontes du régime. Le premier ministre Joseph Dion Ngute, qui préside les travaux a indiqué pour répondre au sultan que le débat de la limitation de mandat n'était pas inscrit à l'ordre du jour

237actu.com vous livre le discours intégral du Sultan Mbombo Njoya

Monsieur le Premier Ministre,

Chef du Gouvernement,

Président du Grand Dialogue National,

Monsieur le Président du Sénat ;

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ;

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;

Excellence Mesdames et Messieurs les Chefs de missions Diplomatiques ;

Leurs Majestés les Chefs Traditionnels ;

Autorités Religieuses ;

Distinguées Personnalités en vos titres et grades respectifs

Chers participants ;

Mesdames et Messieurs.

L'octogénaire qui s'adresse à vous aujourd'hui, aura 82 ans le 27 octobre 2019. Cela veut dire qu'il a vécu une bonne partie de l'histoire de ce pays, ceci depuis 1958, date à laquelle il a commencé à occuper les fonctions de responsabilité.

En d'autres termes, je suis témoin de toutes les péripéties traversées par le Cameroun avant même son accession à l'indépendance, le premier Janvier 1960 et sa réunification en 1961. Ce que la vie m'a appris durant ce long parcours est édifiant.

En effet, tout ce qui nous arrive sur cette terre résulte de la volonté de Dieu le Tout-Puissant. J'ai la ferme conviction que nous naissons avec notre destin déjà réglé par Lui. Oui quand le jeune étudiant Mr Paul BIYA rentre au Cameroun après de brillantes études en France, personne, je dis bien personne y compris lui-même ne pouvait imaginer un seul instant, qu'il deviendra le deuxième Président de la République du Cameroun après le Président Ahmadou Ahidjo, entouré de grands barons du régime.

Mais comme Dieu avait prédit de par son destin qu'il deviendra le Président de la République de ce pays, il l'est effectivement devenu.

La deuxième chose que la vie m'a apprise est de ne point avoir peur de la mort, mais plutôt de la vie, oui car, la vie est parfois impitoyable, cruelle, méchante et pourtant il faut faire avec.

C'est pourquoi la rencontre d'aujourd'hui est pour moi idoine, pour apporter ma modeste contribution. J'ai tenu à faire cette introduction pour me présenter à vous, afin d'éviter tout malentendu et éviter aussi des interprétations erronées de mes propos.

Ceci dit : Je dois vous avouer sincèrement que j'ai été édifié par le message du Président de la République, adressé à la Nation le 10 Septembre dernier, j'en ai apprécié le fond et la forme.

Dans mon esprit, le dialogue devrait être un moyen pour, non seulement mettre fin à la situation qui prévaut actuellement au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, mais aussi pour régler d'autres problèmes fondamentaux, auxquels les Camerounais pensent profondément et n'osent pas l'exprimer clairement et fidèlement, je les comprends.

Il me semble que le problème anglophone n'est pas le plus difficile à résoudre, malgré les pertes humaines et les conséquences désastreuses que nous déplorons tous. Pour les gens de ma génération qui ont vécu la libération des Etats africains du joug colonial, nous avons le cœur déchiré de constater que 60 ans après les indépendances, nos enfants et petits-enfants prennent les armes pour tuer au nom d'une langue et d'une culture coloniale, que nous avions considéré comme un butin de guerre de notre lutte pour la libération de notre pays le Cameroun, et la conquête de notre liberté.

Mes chers fils et filles, petits-enfants, je suis choqué du visage hideux que vous donnez à notre si cher et beau pays depuis trois ans.

Vous y êtes les héritiers d'une longue histoire de fraternité dans la diversité que nous entretenons depuis des lustres. Mais je suis persuadé que la situation qui prévaut au Nord-Ouest et au Sud-Ouest comparée à celle que nous avions à l'Extrême-Nord de notre pays est surmontable.

En effet dans l'Extrême-Nord du pays, il s'agissait d'une guerre asymétrique, téléguidée de l'extérieure. Elle aurait pu être plus grave pour nous, car il ne s'agissait pas d'une guerre conventionnelle, qui obéît à des principes bien établis.

A cet égard, je peux dire que : S'il y a un point sur lequel je peux affirmer sans risque de me tromper, et sur lequel les Camerounais ne sont pas d'accord à une très large majorité, c'est le problème de la sécession, dans ce sens que depuis l'avènement de la réunification, le vivre ensemble des Camerounais anglophones et francophones ne peut être remis en cause. Il y a eu certes des imperfections et parfois des négligences Dieu merci, qui ont réveillé la conscience de tous les Camerounais tant de l'intérieur que de la diaspora.

A cet égard, le Président de la République l'a reconnu dans son message adressé à la nation et a annoncé toutes les dispositions prises, pour répondre à certains manquements compréhensibles, que nos frères anglophones avaient soulevés à juste titre.

Pour moi je suis convaincu que ceux qui ont provoqués le problème de la sécession n'y croient pas eux-mêmes, c'est en réalité comme l'histoire d'un fils qui demande toujours plus à son père, pour être sûr d'avoir le minimum.

A partir du moment où nous sommes d'accord qu'il faut bannir de nos propos le mot sécession, il n'y a plus dès lors à mon avis de problème insoluble.

En effet, le principe de la décentralisation ayant déjà été adopté, il ne reste plus qu'à préciser

davantage son contenu et à accélérer sa mise en œuvre. Dans ce contexte, je propose qu'une commission chargée de préciser les contours et contenus d'une décentralisation poussée, soit créée.

Des modèles de décentralisation fleurissent d'ailleurs dans le monde et dans certains de nos pays amis, notamment la France à sa manière, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suisse, le Canada etc…

Cette commission pourrait soumettre son texte à l'appréciation du Gouvernement, qui sollicitera éventuellement l'avis du Parlement.

En ce qui concerne ceux qui ont choisis la voie du maquis pour s'exprimer, je peux affirmer sans risque de me tromper que beaucoup ne se battent plus pour une cause politique. Par leur comportement, ils prouvent qu'ils ont été pris en otage par ceux qui vivent confortablement à l'étranger et qui entendent à travers eux, assouvir leurs fantasmes politiques. Ils ne se battent aujourd'hui que pour leur survie et non par idéologie.

Ainsi, quand les gens qui se battent commencent à faire des enlèvements moyennant rançons, cela signifie tout simplement qu'ils ont faim. Assurément se réjouissent-ils du dialogue annoncé, dialogue dont ils espèrent qu'il réglera favorablement leur sort devenu précaire. Dans ce contexte je pense qu'on devrait mettre plus en avant, tous les aspects positifs du Comité National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).

A ce sujet, je propose qu'une commission soit créée, composée des autorités religieuses et des chefs traditionnels du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, lesquels connaissent mieux que quiconque le terrain, pourraient prendre contact directement avec ces combattants.

Ceci afin de les convaincre à déposer les armes comme déjà d'autres l'ont fait, et les rassurer qu'ils ne seront guère poursuivis. Ils montreront à cet effet l'exemple de leurs camarades jadis rebelles, mais qui, à la faveur du DDR, vaquent aujourd'hui à leurs occupations quotidiennes librement et sereinement. Par ailleurs, dans son message le 10 Septembre dernier, le Président de la République a rappelé qu'au terme de notre Constitution, il est habilité à user d'un droit de grâce. C'est tout dire ….

Dans ce contexte, je pense qu'au-delà des problèmes qui se présentent à nous aujourd'hui, les Camerounais souhaitent dans leur grande majorité, l'alternance.

En effet, tout être humain vit d'espoir même si cet espoir est lointain. Il se dit que s'il ne voit pas se concrétiser son espérance, au moins ses enfants en connaitront.

Celui qui vous parle a été membre du comité constitutif du 18 janvier 1995, qui a accouché de la Constitution du 18 Janvier 1996, prévoyant entre autres, la décentralisation.

A cette époque, faut-il le rappeler, le Cameroun avait déjà adopté la démocratie comme principe de gouvernance, ce qui suscita la création de plusieurs partis politiques. Une fois ce principe accepté, nous devons savoir que tout parti politique vise la conquête du pouvoir, et si la Loi ne lui donne pas la possibilité d'aspirer à cette ambition, son existence n'a pas sa raison d'être.

C’est pour cela que nous avions adopté la limitation des mandats présidentiels. Mais les partis politiques crées n’ont pas compris que quand un parti est au pouvoir, sa vocation est d’y rester le plus longtemps possible.

Ainsi on a pu remarquer que même dans les vieilles démocraties où il existe la limitation des mandats présidentiels, le Président de la République sortant, s’efforce toujours de faire en sorte qu’un membre de son parti lui succède. Ils font même campagne pour lui.

En fait, ce qui crée l’incompréhension dans nos partis politiques, c’est qu’ils confondent la durée d’un parti au pouvoir à celle de la personne qui gouverne. Je continue à penser et le répète, que le problème qui se pose au Cameroun est aussi celui de l’alternance et le seul remède qui pourrait guérir le mal est : La révision de la Constitution La limitation du mandat présidentiel à 2x5ans non renouvelables L’élection à deux tours.

La révision du code électoral La décentralisation dont il faut accélérer la mise en place, dans les 06 mois qui suivent le dialogue. En somme, si ces propositions sont réalisées, nous aurons facilité la tâche au Président de la République.

En effet, en affirmant dans son message à la nation le 31 décembre 2018, je le cite : « le septennat qui vient de commencer devrait être décisif pour notre pays. Il pourrait même être l’un des moments les plus importants de notre histoire depuis notre indépendance. » Je pense pour ma part que cette déclaration n’est pas le fait de hasard, elle ouvre les portes de toutes les réformes structurelles et profondes, que souhaitent les camerounais.

La convocation de ce grand Dialogue National, en est une illustration. Qui l’eût cru ! Ainsi, en dehors de la sécession, l’on peut aisément aborder tous les sujets de la vie nationale. Il y a également cette possibilité de grâce, prévues par la constitution de notre pays et évoquée par le chef de l’Etat lui-même. Pour ma part, je pense que si cette rencontre du Grand Dialogue National est un succès, ce que nous espérons et so

uhaitons tous, je suis persuadé que le Chef de l’Etat pour exprimer sa satisfaction, pourrait user de cette grâce pour libérer les personnes condamnées dans le cadre de la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et pourquoi pas, celles interpellées lors des manifestations post –électorales.

Tout ceci viendrait j’en suis convaincu, confirmer ce que le Président Paul BIYA avait lui-même prédit par rapport à ce septennat ; Je le cite encore : « Le septennat qui vient de commencer devrait être décisif pour notre pays. Il pourrait même être l’un des moments les plus importants de notre histoire depuis notre indépendance. »

Je vous remercie pour votre bienveillante attention, en espérant que ma modeste contribution pourra aider à faire avancer les débats.